

Sortir du nucléaire

Octobre - Novembre 2013 N°96



Journal d'information

L'INVITE

Bienvenue à Fribourg en Zone 2



Pierre-Olivier Nobs

Conseiller général et
d'agglomération
Parti Chrétien Social
Fribourg

Deux ans et demi après le terrible tsunami, Fukushima ne finit pas de déverser des flots d'encre « radioactives » dans les quotidiens du monde entier. Comment juguler une fuite de 300 tonnes d'eau contaminée ? Est-il possible de congeler le sol, d'infiltrer des produits chimiques pour y créer une barrière « chimérique » afin que ces eaux chargées d'isotopes radioactifs ne se déversent dans les nappes phréatiques et dans l'océan ? Malgré le désarroi du Japon face à la catastrophe nucléaire ingérable, à Fribourg les habitants de 39 communes de la zone 2 (20km autour de la centrale de Mühleberg), totalisant 105'000 habitants, continuent à être exposés aux risques inacceptables d'un accident majeur. Mühleberg, rappelons le, est une centrale nucléaire rafistolée étés après étés (révisions annuelles) depuis 1972 par les apparatchiks du déni et de la finance pour les nuls.

A Fribourg en 2011, le Conseil d'Etat avait incité le Grand Conseil à rejeter une motion populaire qui prévoyait le référendum consultatif lors de décisions concernant les centrales nucléaires. Aujourd'hui le Conseil d'Etat a les pleins pouvoirs sur ce sujet. Sept personnes jouent à la roulette russe lors des consultations fédérales. Le peuple de Fribourg doit réélire cet automne un Conseiller d'Etat lors d'une élection complémentaire. Pour la première fois dans son histoire, il a entre ses mains la possibilité de créer un renversement anti-nucléaire au Gouvernement. Espérons qu'il choisira un candidat conscient de ses responsabilités envers les générations futures...

Pour terminer, n'oubliez pas de réserver le 5 octobre pour la sortie à Electrobroc et retrouvez le stand de l'association au salon EcoHome qui se tiendra chez nous à Fribourg du 4 au 9 octobre.

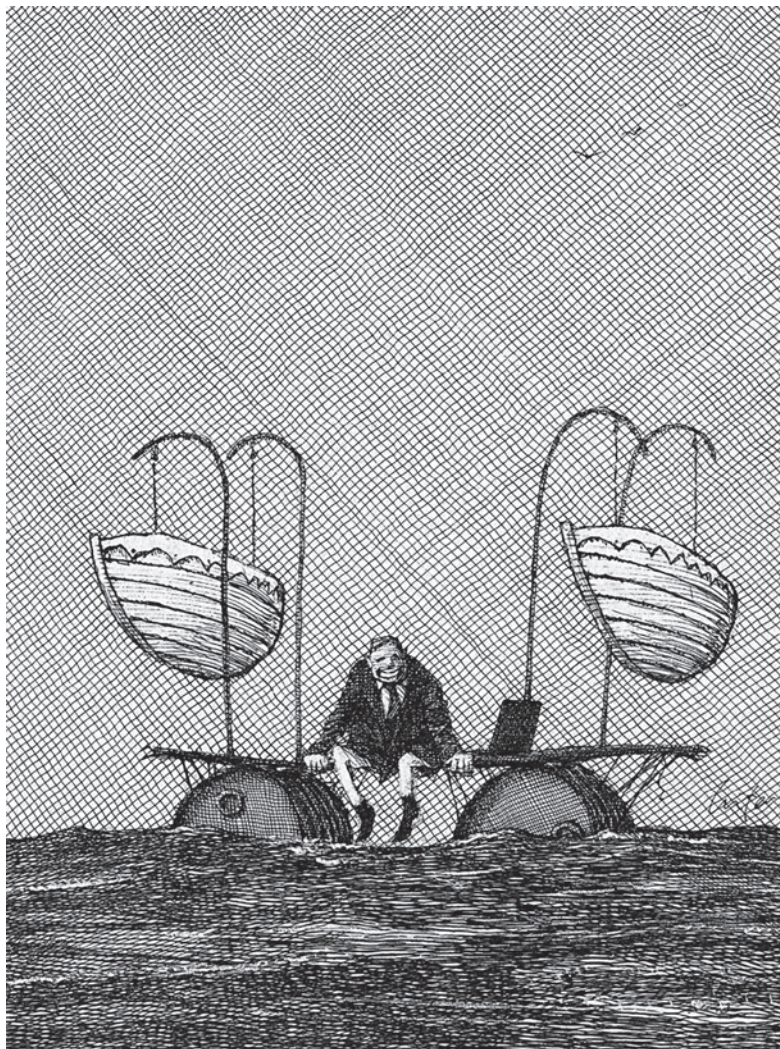
L'économie du nucléaire

Le dimanche 16 juin 2013, le marché spot de l'électricité en Europe affichait des prix négatifs, soit jusqu'à - 200 Euro/MWh. On pouvait donc gagner beaucoup de sous en consommant de l'électricité achetée sur le marché libre. Si cet événement est exceptionnel, dû à un « accident de gestion » de la production, il est néanmoins symptomatique d'une réelle chute vertigineuse des prix de l'électricité en Europe. Analyse

Les grandes compagnies de production en Suisse, soit ALPIQ, AXPO et FMB l'ont bien mis en évidence dans leurs bilans 2012 : elles ne gagnent plus d'argent en produisant de l'électricité, ni par l'hydraulique, ni par le nucléaire. Et au cours du premier semestre 2013, les prix ont encore chuté de 20% pour l'achat de courant à l'étranger.

Catastrophe... économique

Or, de grands besoins en argent « non productif » attendent notamment les compagnies engagées dans le nucléaire, que ce soit pour le démantèlement, ou le stockage des déchets nucléaires. En 2001, une étude sur les coûts de « l'élimination » des déchets publiée par Swissnuclear arrivait à un montant de 12.7 Mia CHF pour une durée d'exploitation de 50 ans des 5 réacteurs commerciaux. En 2011, juste 10 ans plus tard, cette estimation passait à 16 Mia CHF, soit une augmentation de 26 %. En extrapolant ce coût sur une durée hypothétique de réalisation du projet de 40 ans, on arriverait à une bonne trentaine de Mia CHF. A cela s'ajouteront, selon Swissnuclear, environ 4 Mia CHF pour le démantèlement des centrales. Un montant qui pourra cependant être largement dépassé



« Tout va bien » Illustration : Martial Leiter

« La vente des bijoux de famille à prix cassés, constitués par les barrages hydrauliques, ou encore un sauvetage par la Confédération ? »

comme le montre l'expérience en temps réel en Allemagne.

Fin de l'exception nucléaire

Le gouvernement Suisse propose actuellement d'augmenter de façon significative la contribution des sociétés propriétaires de centrales nucléaires aux fonds de désaffectation et de gestion des déchets radioactifs afin de combler le trou béant. Mais ces sociétés n'arriveront plus (sauf changement majeur sur le marché de l'électricité) à dégager les bénéfices nécessaires au cours des

années à venir pour respecter ces obligations. En effet, sur un marché libéralisé de l'électricité, les prix de vente du courant sont largement déterminés par les grands pays producteurs, et notamment par l'Allemagne qui a pris le virage des renouvelables. Une situation difficile se présente ainsi à l'horizon concernant le financement de la fin du cycle industriel nucléaire, mais également la maintenance et le renouvellement des installations hydroélectriques et les investissements dans les nouvelles installations de production d'énergie renouvelable.

Ruine ou plan B ?

Etant donné que les sociétés de production appartiennent en grande partie aux cantons et aux grandes villes du pays, ce sont ces collectivités qui seront les plus concernées. Toutefois, les finances publiques étant ce qu'elles sont, la solution ne pourra que difficilement

venir de ce côté. La vente des bijoux de famille à prix cassés, constitués par les barrages hydrauliques, ou encore un sauvetage par la Confédération pourraient être considérés. Une reprise par des partenaires plus forts, donc européens, ne peut être exclue non plus. Mais cela ne règlera évidemment pas la question du financement du démantèlement des centrales, ni de l'élimination des déchets. Parions que tout le modèle fixé actuellement dans la loi, soit le stockage géologique, la solution nationale et le financement par les producteurs de déchets nucléaires sera de nouveau sur la table de discussion. Donc : retour à la case départ ! Le nucléaire a vécu à crédit pendant 40 ans, il est temps (pour nous hélas !) de passer à la caisse.

Professeur Walter Wildi

Géologue, Grand Saconnex (GE)

Souvenez vous, au début 2010 108 riverains de la centrale de Mühleberg déposaient un recours contre la prolongation « à durée illimitée » accordée par le Département de l'énergie pour l'exploitation de la vieille centrale des FMB. L'association Mühleberg illimité Non, créée pour soutenir les riverains, dont Sortir du nucléaire est membre fondateur, recevait ensuite plusieurs soutiens notamment financiers de villes comme Genève, Renens, Delémont ou Lausanne. La bataille juridique fut remportée par FMB et le département de Mme Leuthard, obtenant une durée d'exploitation illimitée... Pour continuer à tirer profit de sa vieille casserole nucléaire, le conseil

Mühleberg: Berne fédérale contre Berne populaire

d'administration des FMB annoncera fin octobre 2013 s'il choisira de procéder à des travaux de maintenance pour 300 à 500 Mio de francs ou s'il décidera la mise à la retraite en 2017, sans travaux.

La Bourse et les profits d'abord

FMB annonce faire dépendre sa décision de l'évolution du coût boursier (en baisse) de l'électricité en Europe. L'apport toujours

croissant de courant européen d'origine renouvelable supprime en effet la rentabilité du nucléaire. Sur un autre niveau, le canton de Berne mettra en votation le 3 mars 2014 l'initiative populaire cantonale pour un arrêt immédiat de la vieille centrale: en cas de succès du OUI, le canton de Berne sera le premier en Suisse à décider le remplacement du nucléaire par les énergies renouvelables. Plus inquiet pour ses finances

que pour sa population, l'exécutif bernois fera voter simultanément son contre-projet à cette initiative, se ralliant à un projet de la commission énergie du Conseil national, soit des autorisations d'exploiter les centrales 40 ans et de les prolonger par une éventuelle tranche unique de 10 ans. La meilleure chance sera donc un OUI dans l'urne, déposé par les Bernoises et les Bernois. La tragédie croissante au large, autour et en dessous des réacteurs de Fukushima, s'aggravant de jour en jour et dans leur conception identique à celle de Mühleberg devrait inciter les citoyens du canton à déposer un OUI massif à l'initiative. KF

Inclus : Lettre & BV. Venez visiter Electrobroc avec nous samedi 5 oct (p.4) !

L'Italie montre l'exemple

Pendant les années ‘80 l’Italie avait 3 centrales nucléaires en exploitation et 2 en construction. A la suite de la catastrophe de Tchernobyl en1986 des communes commencèrent à agir contre le nucléaire. A l’entrée de nombreux villages on pouvait voir des panneaux «Commune denuclearizzato» (Commune dénucléarisée), une campagne pour l’arrêt des centrales commença à s’étendre à tout le pays.

Lors du référendum de novembre 1987 plus de 80% des votants décidèrent la fermeture des centrales ainsi que l’interdiction de participer à la construction de centrales nucléaires à l’étranger. ENEL, la société nationale d’électricité fut notamment obligée d’abandonner sa participation dans la construction de Superphénix à Creys-Malville.

Les centrales en exploitation furent arrêtées progressivement, aujourd’hui leur démantèlement est en cours. Le stockage de déchets nucléaires n’a pas encore été résolu et une partie est encore envoyée pour « retraitement » en France, malgré une forte opposition qui essaye de bloquer les convois. Les deux centrales en construction ont été transformées en centrales à gaz à cycle combiné.

En 2009 les juristes de la majorité de droite dirigée par Berlusconi, prétextant des failles dans la législation établie suite au referendum de 1987, établirent une nouvelle législation permettant la construction de centrales nucléaires. La pression de son ami Sarkozy en fut le moteur et sa proposition d’une alliance afin de bâtir quatre EPR en Italie fut acceptée. En échange ENEL fut invitée à participer à la construction de l’EPR de Flamanville (Manche).

Mais les Italiens, forts du souvenir du referendum de 1987 et avec le support de nombreuses régions et de Legambiente, la plus importante organisation écologique du pays, lancèrent un nouveau referendum qui a eu lieu le 12 et 13 juin 2011. L’accident de Fukushima du 11 mars 2011, hasard de calendrier, a constitué le coup


 Illustration : Jonas Scheu

final : le succès pour le NON au nucléaire fut extraordinaire, 95% des Italiens votèrent contre de nouvelles centrales. ENEL fut obligé de quitter le projet de Flamanville et EDF a dû lui rendre l’important montant investi dans ce chantier.

Communes renouvelables 2013

Les communes et les industries se sont vu autorisées et incitées à développer les énergies renouvelables et des tarifs incitatifs de rachat du courant vert aux particuliers ont été instaurés par le Gouvernement. Aujourd’hui l’Italie est dans le peloton de tête mondial pour la réalisation de son

« *A l’entrée de nombreux villages on peut voir des panneaux ‘Commune denuclearizzato’* »

potentiel en énergies renouvelables. Le rapport « I comuni rinnovabili 2013 » de Legambiente relate en détail le formidable engagement des communes en faveur des énergies renouvelables :

a été de 13,1 TWh pour 5,2 millions de familles. 296 de ces communes sont totalement autonomes en électricité et une par-

« *Aujourd’hui l’Italie est dans le peloton de tête mondial pour la réalisation de son potentiel en énergies renouvelables.* »

tie de leur production est fournie au réseau.

1’053 communes ont développé leur potentiel en mini hydraulique (max 3 MWe), pour une puissance totale de 1’179 MWe et une production de 4.7 TWh pour 1.8 million de familles. 369 communes puisent leur énergie de la géothermie, pour une puissance installée de 915 MW électriques, 160 MW thermiques et 1,4 MW frigorifiques. En 2012 on ont été produits 5,5 TWh pour 2 millions de familles.

1494 communes ont de l’installation de biomasse pour une puissance installée de 2824 MW électriques et 1195 MW thermiques. Ces communes valorisent la biomasse solide, liquide et le biogaz. En particulier le biogaz produit 1133 MWe, 135 MW thermiques et 50 kW frigorifiques. La biomasse a produit en 2012 13,3 TWh pour les besoins de 5,2 millions de familles. Enfin 343 communes utilisent des énergies renouvelables (biomasse d’origine végétale ou animale locale et la géothermie) pour alimenter leur réseau de chauffage à distance.

L’abandon du nucléaire par la volonté populaire a non seulement permis aux Italiens d’abandonner (de se passer d’) une technologie dépassée et à très haut risque mais aussi de développer toutes les technologies des énergies renouvelables qui, ensemble avec les économies d’énergie, sont en position de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre.

7937 communes ont investi dans le solaire électrique et thermique.

571 communes ont investi dans des éoliennes avec une puissance installée de 8’703 MWe). La production en 2012

a été de 13,1 TWh pour 5,2 millions de familles. 296 de ces communes sont totalement autonomes en électricité et une par-

« *Aujourd’hui l’Italie est dans le peloton de tête mondial pour la réalisation de son potentiel en énergies renouvelables.* »

tie de leur production est fournie au réseau.

1’053 communes ont développé leur potentiel en mini hydraulique (max 3 MWe), pour une puissance totale de 1’179 MWe et une production de 4.7 TWh pour 1.8 million de familles. 369 communes puisent leur énergie de la géothermie, pour une puissance installée de 915 MW électriques, 160 MW thermiques et 1,4 MW frigorifiques. En 2012 on ont été produits 5,5 TWh pour 2 millions de familles.

1494 communes ont de l’installation de biomasse pour une puissance installée de 2824 MW électriques et 1195 MW thermiques. Ces communes valorisent la biomasse solide, liquide et le biogaz. En particulier le biogaz produit 1133 MWe, 135 MW thermiques et 50 kW frigorifiques. La biomasse a produit en 2012 13,3 TWh pour les besoins de 5,2 millions de familles.

Enfin 343 communes utilisent des énergies renouvelables (biomasse d’origine végétale ou animale locale et la géothermie) pour alimenter leur réseau de chauffage à distance.

L’abandon du nucléaire par la volonté populaire a non seulement permis aux Italiens d’abandonner (de se passer d’) une technologie dépassée et à très haut risque mais aussi de développer toutes les technologies des énergies renouvelables qui, ensemble avec les économies d’énergie, sont en position de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre.

Fulcieri Maltini, Europe Ecologie-les Verts, pour Sortir du nucléaire Suisse
Rapport de Legambiente :
www.tinyurl.com/italie-renouvelable

Deux poids – deux mesures

Les autorités responsables de nos installations nucléaires prennent des mesures de sécurité dérisoires en comparaison avec ce qui est pratiqué dans le domaine de l’aviation civile. Petite étude de cas entre le Dreamliner et la centrale de Mühleberg.

Aviation: priorité sécurité

Le Dreamliner de Boeing, ce joyau technologique dernier cri a connu de multiples problèmes durant ses premiers vols commerciaux. Parmi ces problèmes, les batteries surchauffaient. Il n’y a pas eu d’accident et les avions concernés par ces problèmes ont tous pu atterrir sans problème. Malgré tout le Federal Aviation Administration (USA), suivi unanimement par les autorités nationales des autres pays ont immédiatement retenu au sol tous les Dreamliners à partir du 16 janvier 2013. Le premier Dreamliner n’a été autorisé à reprendre service que fin avril, une fois que les problèmes ont été résolus à la satisfaction des autorités. Cela représentait le grounding historiquement le plus long pour un avion de ligne, soit 3 mois et demi. Le coût financier de cette mesure, en termes de

pertes de revenus pour les exploitants s’est révélé astronomique. Mais l’argument financier a pesé moins lourd que celui de la sécurité.

Centrales nucléaires : priorité finances

Au Japon les centrales de Fukushima ont été détruites en mars 2011 par de graves accidents nucléaires. La centrale de Mühleberg est du même type que celles de Fukushima et comporte les mêmes risques en cas d’événement imprévu.

Nos autorités responsables de la sécurité des centrales nucléaires ont elles pris des décisions similaires à celles de l’aviation dans le cas du Dreamliner – en mettant à l’arrêt immédiatement la centrale nucléaire de Mühleberg ?

Non, nos autorités ont par contre pris les décisions suivantes:

- Les exploitants de la centrale de Mühleberg sont gentiment priés de bien vouloir évaluer eux mêmes l’état de sécurité de leurs installations (stress test), avec un délai de quelques mois – et la centrale continue de fonctionner !
- Une fois les lacunes de sécurité détectées, les exploitants sont invités à étudier des solutions et de faire leur

PIONNIERS Chaim Nissim



A Genève, 1977, année du rassemblement géant devant Superphénix

Ingénieur en électronique formé à l’EpFL et ancien membre de l’équipe Charpak au CERN, Chaim Nissim, né en 1949 à Jérusalem est aussi un anarchiste qui s’amuse de notre relation avec la science. En 1982, pour retarder les travaux du surgénérateur Superphénix et donner du temps aux voies juridiques intentées contre l’Etat français, Nissim tire 5 roquettes contre le barillet, pièce maîtresse de la centrale en construction. Aujourd’hui il anime la Coordination énergie genevoise et tente de rapprocher l’économie de l’écologie avec l’association Noé21 pour sauver le climat.

Quand as tu commencé à militer ?

Au collège quand j’avais 18 ans (en 1967), une équipe de l’Institut de la vie est venue nous parler du nucléaire et de ses dangers. Je me suis dit tiens c’est une question intéressante, mais est-ce de la propagande ? En 71, je suis allé rendre visite à Erika Sutter-Pleines, qui coordonnait la résistance contre Verbois nucléaire. J’étais intéressé à militer mais je voulais connaître les autres, pour moi il devait y avoir une relation d’amitié. J’ai commencé à militer dans le Collectif contre le projet de centrale nucléaire à Verbois (GE), il y avait Yves Meylan, Sylvia Leuenberger, David Hiler, Robert Cramer, René Longet, on était des intellectuels, c’était pas un mouvement de foule. Avec le projet de centrale à Kaiseraugst c’était autre chose. En 1975 je suis allé avec Erika Sutter et Pierre Lehmann rejoindre ceux qui occupaient le terrain. Là j’ai vu qu’un mouvement populaire pouvait empêcher un chantier. Pour ça il fallait être plusieurs milliers. J’ai beaucoup pensé à l’idée d’action concrète. C’est plus efficace que de dénoncer un scandale et de rentrer chez soi après. J’avais envie d’intervenir concrètement dans l’histoire qui nous entoure.

propre rapport aux autorités– et la centrale continue de fonctionner !

- En décembre 2012 BKW/FMB informe que «La décision d’investir dans les améliorations de sécurité est repoussée à fin 2013», appliquant un critère purement économique.

Ainsi, deux ans et demi après la catastrophe de Fukushima aucune décision concernant Mühleberg n’est encore prise - et la centrale continue de fonctionner comme si de rien était, avec une durée d’exploitation légale illimitée !

Deux poids deux mesures

La comparaison de ces deux cas nous amène à une question inquiétante:

Pourquoi les autorités sont-elles beaucoup plus laxistes quand il s’agit de la sécurité d’une centrale nucléaire que de celle d’un avion, malgré l’évidence que les conséquences d’un accident majeur à Mühleberg seraient incomparablement plus grandes et durables que ne le seraient les conséquences d’un accident d’avion ?

Pourquoi deux poids – deux mesures ?

Heinz Gasser

Un auteur, une personne en particulier qui a été important dans ton engagement anti-nucléaire ?

Gilles Petitpierre, il parlait bien, son père était Conseiller fédéral, son engagement légitimait le nôtre.

Au fond qu’est-ce qui t’a motivé ?

Il ne s’agissait pas seulement d’éviter une catastrophe écologique. Je voulais libérer les gens de leurs carcans idéologiques, la science fait partie d’une sphère prise pour une nouvelle religion, qui sert de justification magique à une élite, une caution utilisée par des menteurs. Ce mensonge était le plus flagrant dans le domaine du nucléaire. Il y avait moyen là de retrouver notre esprit critique en mettant en question les grossiers mensonges de certains.

Pourquoi te consacres tu maintenant à la campagne sur le climat ?

Il y a 15 ans on a fait un revirement, on s’est dit le nucléaire c’est gagné. Sur la technique on avait gagné. Par contre tout restait à faire sur l’idée de confort.

Le nucléaire emportait quand même la bataille parce que l’idée était ancrée que l’énergie doit être quasi gratuite et disponible en abondance, faisant de nous des Dieux. On a pensé que si on voulait s’attaquer a fond au nucleaire il fallait s’attaquer a son support idéologique qui est plus visible avec le changement climatique. L’illusion du nucléaire s’est implantée dans les énergies fossiles. On est en plein Veau d’or. Là encore l’objectif n’est pas d’abord la pollution mais la connerie.

La sortie du nucléaire en Suisse tu y crois ?

J’y crois a 90%, après il faut voir en combien de temps. Il faudra encore pousser.

Que dis tu quand des jeunes viennent te voir ?

La plupart qui viennent sont là pour écrire un texte pour l’école ou l’uni. Je leur dis quelque chose sur le Veau d’or, sur la technoscience, ce Dieu qui serait infiniment capable auquel tout le monde croit. Les gens doivent prendre leur sort entre leurs mains au lieu de croire en la machine ou la technique.

Que t’ont dit tes proches lorsque tu t’es engagé dans la lutte anti-nucléaire ?

Mes proches sont des gens un peu comme tout le monde. Ils se sentent impuissants, ne comprennent pas la physique, n’essayent pas de la comprendre. Ceux qui s’engagent passent souvent pour des fous, au moins au début et ils se retrouvent vite seuls, ils en veulent à leurs proches de les abandonner. Un autre problème est que ceux qui s’engagent deviennent souvent allumés, ils ne savent plus se remettre à discuter avec les gens normaux. En gros, c’est dur de militer. Ca coûte en illusions déçues, en isolement, en certitudes, en significations floues…mais le bonheur et l’amour qu’on éprouve dans l’action sont heureusement là aussi pour compenser ce flou!

Propos recueillis par PdR

Fukushima, pomper et prier

Christopher Busby, secrétaire scientifique du Comité Européen sur les Risques Radioactifs interpelle les gouvernements infatigablement au sujet du risque réel des faibles doses de radioactivité sur la santé humaine. Il a récemment été interviewé par Russia Today. Extraits de l'interview.



Russia Today : Que se passe-t-il à Fukushima ?

C. Busby : Il faut se rappeler que le pari avec une centrale nucléaire c'est que l'on va générer des quantités énormes de chaleur avec du combustible radioactif pour produire de l'électricité, tout ceci de façon étanche à propre. Mais c'est un pari perdant. A Fukushima le tsunami a interrompu le refroidissement et le combustible solide a fondu en un magma qui a percé l'enceinte en acier. Des centaines de milliers de litres d'eau de mer sont alors injectés quotidiennement pour tenter de contrôler la température, ensuite les tentatives pour prévenir cette eau devenue radioactive de couler vers la mer sont souvent mises en échec, c'est comme tenter de repousser l'eau en amont. Des cuves de stockage sont construites les unes après les autres mais des fuites vers la mer et la nappe phréatique sont inévitables.

Et pour l'avenir ?

L'avenir est sombre, je ne vois aucune façon de stopper la catastrophe. Ils devront soit continuer à pomper de l'eau pour toujours, la stocker quelque part et prier, ou trouver une solution drastique. Tepco dit « la situation est extrêmement sérieuse, nous ne pouvons pas contrôler l'eau radioactive qui sort de la centrale ».

Pourquoi TEPCO n'a-t-il pas réussi à contenir la radiation ?

Je pense que personne ne s'est en réalité rendu compte à quel point la situation était grave parce que les industries nucléaires internationales ont tellement essayé de la minimiser, qu'ils en sont venus à l'idée que d'une façon ou

d'une autre elle pouvait être contrôlée. Tandis que depuis le début, elle ne pouvait jamais l'être.

L'industrie nucléaire internationale devrait être venue à l'aide de TEPCO ?

Oui. Ils devraient l'avoir fait. Ceci n'est pas une affaire locale. Je ne pourrais pas dire pourquoi ils ne l'ont pas fait. Je pense qu'ils espèrent tous que rien n'arrivera, espérant que tout ceci partira en croisant leurs doigts. Mais depuis le début il était tout à fait clair que c'était très sérieux et qu'il était vraisemblable que ça allait aller de plus en plus mal. Et maintenant il semble soudainement que la situation s'est encore aggravée. Dans de nombreuses régions encore déclarées « sûres », la contamination de l'environnement exige qu'au moins les enfants soient évacués. Mais le gouvernement japonais a relevé de façon arbitraire le seuil de sécurité en dessous duquel la concentration de radionucléides est déclaré inoffensif, ce qui évidemment restreint les zones à évacuer et condamne ces enfants à rester en zone dangereuse. Même les normes et modèles de risques radiologiques décidés par les organismes onusiens (UNSCEAR ; ICRP) servent en fait les intérêts de l'industrie et sont responsables de la mort de gens que l'on est censé protéger. Ces organismes et l'AIEA ignorent sciemment l'irradiation interne et continuent à prendre les études sur Hiroshima comme références scientifiques. Qu'allons nous faire avec les responsables de ces agences ? Ils devraient être mis devant un tribunal et jugés pour crimes de guerre, dans cette nouvelle guerre, l'empoisonnement génétique invisible de la planète et de ses habitants. *PdR*

Salon ecoHome à Fribourg (4-9 oct)

Sortir du nucléaire sera présent au salon ecoHome de Fribourg, le rendez vous romand consacré aux économies d'énergie dans les bâtiments. Avec l'expansion des pompes à chaleur et des ventilations assistées, qui sont autant de chauffages électriques indirects, il devient essentiel si l'on veut sortir du nucléaire, que le bâtiments, neufs ou anciens, soient le mieux isolé que possible contre le froid et chauffés le plus proprement possible. Rénover ou construire des bâtiments passifs, on sait faire, mais cela reste l'exception ! Le salon s'adresse à un large public à la recherche d'informations pour la construction et la rénovation des bâtiments. Les exposants proposent leurs solutions concrètes pour construire ou rénover en favorisant les économies d'énergie et les matériaux écologiques. L'exposition sera complétée par des conférences et des démonstrations. Cette année le salon ecoHome se joint à la Foire de Fribourg du 4 au 13 octobre pour augmenter son audience. Nous partageons notre stand avec Sebasol, et si vous nous rendez visite ? *PdR*

www.ecohome-fribourg.ch

Invitation: Sortie à Electro-broc samedi 5 octobre



Sortir du nucléaire vous invite à l'excursion d'automne, ce samedi 5 octobre, au Centre d'information fribourgeois sur l'énergie, Electrobroc. Broc est situé à 30km de Fribourg (horaires de trains : voir plus bas).

10h30 Visite guidée, nous suivrons le cheminement de l'électricité de la production à la consommation et nous observerons de près une centrale hydroélectrique.

12h00 Pic nic offert par l'association et allocution de Erica Hennequin (JU), Présidente de Sortir du nucléaire.

13h30 Promenade digestive (facultative) assez facile de 2h (A/R) pour remonter les gorges de la Jogne et arriver au barrage de Montsalvens. Cette retenue d'eau équivalait à une production annuelle de 74

GWh (11% des besoins du canton de Fribourg).

Le site se trouve à 10 minutes à pied de la gare (parcours fléché). En famille ou seul, de proche ou de loin, vous êtes bienvenus !

Inscription nécessaire:

anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch

079 778 70 33

Pour guigner à l'avance:

www.groupe-e.ch/electrobroc



Horaires CFF jusqu'à Broc:

Genève	dép. 07h51 – arr. 10h00
Lausanne	dép. 08h42 – arr. 10h00
Delémont	dép. 07h42 – arr. 10h19
Neuchâtel	dép. 08h36 – arr. 10h19
Martigny	dép. 07h51 – arr. 10h19
Fribourg	dép. 09h31 – arr. 10h19

A G E N D A

Conférence & projection Fukushima

Avec Kurumi Sugita, chercheuse au CNRS

Jeudi 26 sept., Maison de l'environnement, Lyon

www.tinyurl.com/sugita-lyon

Sortie annuelle de Sortir du nucléaire

Samedi 5 oct. dès 10h30, à Electrobroc, Fribourg
Visite guidée, pic nic offert. Marche facultative de 2h

Voir ci-contre

Inscriptions, rens. :

anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch

Salon annuel ecoHome

Salon de l'habitation durable et de l'efficacité énergétique

Visitez nous au stand Sortir du nucléaire !

Du 4 au 13 octobre, Forum Fribourg

www.ecohome-fribourg.ch

Sebasol

Cours d'autoconstruction & d'installation de panneaux solaires thermiques

Samedi 26 octobre, Lausanne

www.sebasol.ch/cours.asp

Energy Academy, 100% renouvelable

Pour améliorer votre argumentation

Samedis 19 octobre & 22 novembre, Lausanne

www.greenpeace.org/switzerland/fr/agir/agenda/energy-academy

Changement d'adresse ?

Indiquez nous vos changements d'adresse:

info@sortirdunucleaire.ch

Case postale 9, 1211 Genève 7

Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7

www.sortirdunucleaire.ch

info@sortirdunucleaire.ch, 076 517 00 20

CCP 10-19179-8

Soutenir la campagne

Faites vous tout ce que vous pouvez pour renforcer la sortie du nucléaire ? Avez vous informé vos connaissances et proches ? Renforçons le courant pour la sortie du nucléaire en le rendant visible !

- Vous pouvez : Commander (à prix coûtant) des drapeaux, des autocollants.

- Commander des journaux (gratuits) à redistribuer.

- Vous abonner (gratuit) à nos infos par e-mail et les rediffuser.

- Demander à votre fournisseur d'électricité de vous vendre du courant vert.

- Ecrire une lettre de lecteur (le meilleur rapport temps investi / public touché)

- Faire signer la pétition « 40 ans ça suffit » (délai fin sept.): www.sortirdunucleaire.ch

Impressum

Editeur: Association Sortir du nucléaire

Mise en page: Jonas Scheu, Amrit Medias

Relecture: Françoise Bloch, Fichier: Thierry Logoz

Imprimerie: ROPRESS, Mise sous pli: CROEPI

Ont collaboré à ce numéro : Kurt Fischer;

Heinz Gasser; Fulcieri Maltini; Pierre-Olivier Nobs;

Philippe de Rougemont (Coordination);

Christian van Singer; Walter Wildi; Anouk Zosso

Tirage: 4'000 ex., Imprimé avec du courant 100%

renouvelable, Papier 100% recyclé CyclusOffset